L'Eglise chilienne demande la grâce de prisonniers, notamment des militaires de la dictature

22-07-2010

L'église catholique chilienne a demandé au président Sebastián Piñera d'accorder la grâce aux prisonniers âgés et purgeant de longues peines, y compris des militaires condamnés pour des crimes contre l'humanité commis sous la dictature Pinochet. Une proposition qui a provoqué la colère des familles des victimes.

Ces dernières ont manifesté mercredi devant le palais de la Moneda pendant l'entretien entre le cardinal Francisco Javier Errazuriz, Mgr Alejandro Goic, président de la Conférence épiscopale, et le président chilien. "Notre proposition ne cherche pas à rouvrir les blessures du passé ou à les guérir avec un décret", a expliqué Mgr Goic, soulignant que cette mesure marquerait les commémorations du bicentenaire de l'indépendance du Chili le 18 septembre prochain. Cette amnistie concernerait les prisonniers malades, âgés de plus de 70 ans ou ayant effectué la moitié de leur peine. Selon Mireya Garcia, vice-présidente du Groupe des familles des prisonniers et disparus, environ 35 militaires emprisonnés pour des crimes commis pendant la "Sale guerre" seraient concernés, bien que les autorités n'aient pas communiqué de chiffres précis. "La justice n'a rien à voir avec la clémence mais avec ce qui est juste", a expliqué à l'Associated Press Mme Garcia, pour laquelle il faut qu'ils effectuent leur peine. Selon des statistiques officielles, 3.065 opposants au régime d'Augusto Pinochet (1973-1990) ont été tués et 1.200 ont disparu. Quelque 600 militaires ont été accusés de crimes contre l'humanité mais seulement 150 ont été emprisonnés. Les principaux opposants à la grâce sont les partis de gauche, majoritaires au Congrès, mais certains membres de la coalition conservatrice de Piñera n'adhèrent pas non plus à cette mesure qui paraîtrait trop clémente pour des condamnés. Quant au président, il s'est lui-même appliqué à mettre de la distance entre sa politique conservatrice et l'extrême droite du général Pinochet. Le général Humberto Julio, président d'une association d'anciens officiers, a pour sa part salué cette initiative de l'Eglise, qui pourrait selon lui aider à la réconciliation nationale. "Il n'est pas correct de parler d'impunité quand l'intention est d'appliquer l'amnistie selon l'âge et l'état de santé des prisonniers", a-t-il estimé. Associated Press, 22 juillet 2010.